REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 18 au 25 octobre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement : programme ExPLOI.....2
- La lutte contre les pollutions liées aux plastiques renforcées
- COI : vers une mutualisation de moyens de lutte contre la pollution plastique et de valorisation de ce déchet

1.2 Météorologie : projet Brio.....6
- COI : vers une mutualisation de moyens de lutte contre la pollution plastique et de valorisation de ce déchet

1.3 Sécurité maritime.....8
- Persistance d'une anomalie sèche marquée sur le Sud-ouest océan indien

1.4 Développement durable.....10
- Assises du développement durable dans l'océan Indien : Une pré-session thématique réussie sur les quatre prévues

1.5 Culture.....12
- Prix Indianocéanie Jeunesse : appel à écritures
- Appel à résidences "Patrimoines iconographiques de l'océan Indien"

2. Centres d'Intérêts

2.1 Changement climatique.....16
- Adaptation climatique : Renforcement de collaboration préconisé par les experts de la BAD

2.2 Pêche.....17
- Des initiatives pour valoriser l'aquaculture durable

2.3 Education..... 18
- Education : La pandémie a ouvert de nouveaux centres de priorité

1.4 Economie.....19
- Importations : Hausse de 5,3 % en août 2022 par rapport à juillet 2022
- Fitch Ratings upgrades Seychelles to BB- with stable outlook
- Forum Economique des Iles de l'Océan Indien …….

1.5 Energies renouvelables.....24
- Energie renouvelable I Un projet de texte législatif attendu dans trois jours

1.6 Société.....25
- 2021 : Les maladies cardiaques et le diabète étaient les deux premières principales causes sous-jacentes de mortalité

1.7 Agriculture.....26
- Développement agricole : Lancement de PRADA II après le succès de la première phase

ENVIRONNEMENT – La lutte contre les pollutions liées aux plastiques renforcée



Les parties prenantes issues des îles sœurs présentes lors de cette rencontre internationale.

La rencontre internationale sur les plastiques dans l'Océan Indien table sur la création de la gestion des plastiques à l'échelle régionale, mais également une mobilisation de toutes les parties prenantes.

En réponse aux problèmes liés aux pollutions à travers les plastiques, une rencontre internationale sur les plastiques dans l'Océan Indien, organisée par le Groupe Interacadémique pour le développement et la COI, se déroule depuis hier à l'Hôtel Carlton. Alors que les plastiques gagnent du terrain au niveau marin, terrestre et même fluvial, des réflexions seront axées sur les solutions face à ce grave danger. Ainsi la rencontre réunit plusieurs entités et les États membres de la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles.

L'objectif est donc de pouvoir mobiliser les ressources institutionnelles, scientifiques, entrepreneuriales, associatives et même éducatives de la région pour créer la gestion de la pollution plastique à l'échelle régionale. « Le monde subit de plein fouet les problèmes environnementaux, les zones de l'Océan Indien ne sont pas épargnées. Madagascar en fait partie. Le plus important est que Madagascar n'est pas seul à affronter les problèmes liés à pollution marine par le biais des plastiques. Puisqu'il s'agit de la pollution globale », indique Baomiavotse Vahinala Raharinirina, directeur du Cabinet de la Présidence. Les déchets marins constituent un fléau pour les organismes et les fonds marins, puisqu'en plus d'entraîner la dégradation des habitats de ces derniers, ils entrainent l'étouffement des animaux marins. Ainsi, leurs organismes sont alors concentrés en produits chimiques nocifs ingérés par les humains.

Agir ou pas

Pour le cas de Madagascar, la lutte contre les plastiques, qu'ils soient à usage unique ou non, est particulièrement engagée depuis des années. « Madagascar dispose un décret qui interdit certains types de plastiques. On a pu constater que la structure a été érigée mais les entités qui vont exécuter le contrôle et l'application du décret ne sont pas suffisantes. Pour la Grande île, l'étape majeure consiste à mettre en place un code de l'environnement. Ce code ne va pas seulement régir l'utilisation des plastiques mais il va être mis en vigueur pour régir d'autres sujets. Rendre opérationnel l'OPJ –officier de police judiciaire- de l'environnement devrait être particulièrement mise en avant », enchaîne le Directeur du Cabinet. La majorité des déchets marins est produite par des pays en développement. En effet la plupart des déchets plastiques terrestres dans l'océan provient de seulement 20 pays. La production de plastique et leur mauvaise gestion ne cessent d'aggraver ce problème global, qui impacte tous les continents et toutes les mers et océans. Les plastiques sont utilisés massivement par les producteurs et consommateurs alors qu'ils se dégradent très lentement dans l'environnement. Ils se retrouvent pour beaucoup dans le milieu marin depuis les plages et les fleuves et finissent par se fragmenter en minuscules fragments de plastiques appelés « microplastiques ».

À l'issue de cette rencontre qui implique plusieurs entités et parties prenantes, des résolutions seront attendues pour engager des actions concrètes. « Le défi est de pouvoir réduire la production des plastiques. Il s'agit également de miser sur des alternatives comme le recyclage», enchaîne le responsable.

COI : vers une mutualisation de moyens de lutte contre la pollution plastique et de valorisation de ce déchet

Rencontre internationale « Les plastiques dans l'Océan Indien »
par ***Manuel Marchal***



Comment sensibiliser aux impacts des pollutions par les plastiques ? Comment éduquer à l'environnement ? Comment favoriser le développement d'une économie circulaire ? Telles étaient les principales questions de la Rencontre internationale « Les plastiques dans l'Océan Indien », organisée du 17 au 19 octobre à Antananarivo.
Le Groupe interacadémique pour le développement (GID) et la Commission de l'Océan Indien (COI) ont organisé du 17 au 19 octobre à Antananarivo la Rencontre internationale « Les plastiques dans l'Océan Indien ».



La Rencontre était une première. Elle associait autorités politiques de la région, chercheurs, experts, industriels, acteurs académiques, ONG, enseignants et scolaires. Son objectif était d'établir un état des lieux sur la pollution plastique. Maya Césari, conseillère régionale déléguée à l'Innovation et l'Économie bleue faisait partie des intervenants. Le secrétaire général de la COI était également présent.
La pollution plastique est un enjeu environnemental essentiel. Il nécessite des réponses globales.Notre région est non seulement touchée par les déchets qu'elle produit, mais aussi par les plastiques amenés par les courants marins. Venue d'Asie, cette pollution résulte d'un fait : 80% du plastique qui n'est pas recyclé va s'écouler vers les océans.

Pour la première fois, dans le cadre du programme ExPLOI, opéré et développé par la COI, avec le soutien de l'Agence Française de développement et du Fonds français pour l'environnement mondial, les pays membres de la COI vont conduire une politique commune dans le but de réduire, de recycler et de valoriser énergétiquement les déchets plastiques. Ce changement d'échelle constitue une initiative majeure.
Il vise à mutualiser les ressources afin de répondre aux trois questions abordées lors de la Rencontre : Comment sensibiliser aux impacts des pollutions par les plastiques ? Comment éduquer à l'environnement ? Comment favoriser le développement d'une économie circulaire ?
Parallèlement, le sujet de la production en amont était également abordé.
Le Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) est une association internationale créée en 2007, d'une trentaine d'académies d'Europe du Sud et du continent africain dont l'ambition est de mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro-africain.

Plus d'informations :

- https://mg.ambafrance.org/Rencontre-internationale-Les-Plastiques-dans-l-ocean-Indien
- https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/environnement-l-ocean-indien-est-pollue-par-les-dechets-plastiques-1332304.html
- https://midi-madagasikara.mg/2022/10/21/pollution/
- La Gazette de la Grande Ile (lagazette-dgi.com)
- COOPERATION - La France souhaite « faire plus et mieux » avec Madagascar en matière de biodiversité, selon l'ambassadeur français Arnaud Guillois | 2424.mg - L'actualité quotidienne en temps réel

19/10/2022



Davida Rajaon

« Le plastique est une chose éminemment politique »

La rencontre internationale « Les plastiques dans l'océan Indien » qui se tient au Carlton à Anosy depuis lundi prendra fin ce jour. Le rendez-vous est initié par le Groupe inter- académique pour le développement (GID) et la Commission de l'océan Indien en partenariat avec le Gouvernement de Madagascar. Le GID est une association internationale créée en 2007 d'une trentaine d'académies d'Europe du Sud et du continent africain dont l'ambition est de mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro-africain. L'Institut d'études politiques (IEP) marque aussi sa présence à la conférence d'Antananarivo. Questions à son président-directeur général, le Dr Davida Rajaon.

La Vérité (LV) : Qu'est-ce que les études politiques ont à voir avec cette rencontre ?

David Rajaon (DR) : *Nos étudiants ont été impliqués dans la préparation indépendamment de l'organisation. Ils participent à tous les échanges et apportent leur analyse critique par rapport aux thématiques débattues. Ceci s'achemine, dans le mouvement d'ensemble, à la recherche des solutions. Le thème central de la rencontre relève du problème environnemental et géopolitique. Il s'agit d'un sujet éminemment politique. Il y a implication de la politique dans les plastiques. Il faut également retenir que toutes les approches sont éminemment scientifiques. Les scientifiques ont mis en exergue les problèmes. Ils ont apporté de la lumière sur le cycle de vie de la technologie et du produit qu'est le plastique. Celui-ci a une forte emprise sur le quotidien de toutes les populations. Nous utilisons tous énormément de produits plastiques. On doit donc trouver des solutions qui ne doivent pas exclure l'usage des plastiques mais indiquer les bonnes façons d'évoluer avec eux.*

LV : Quel est le lien entre l'IEP et le GID ?

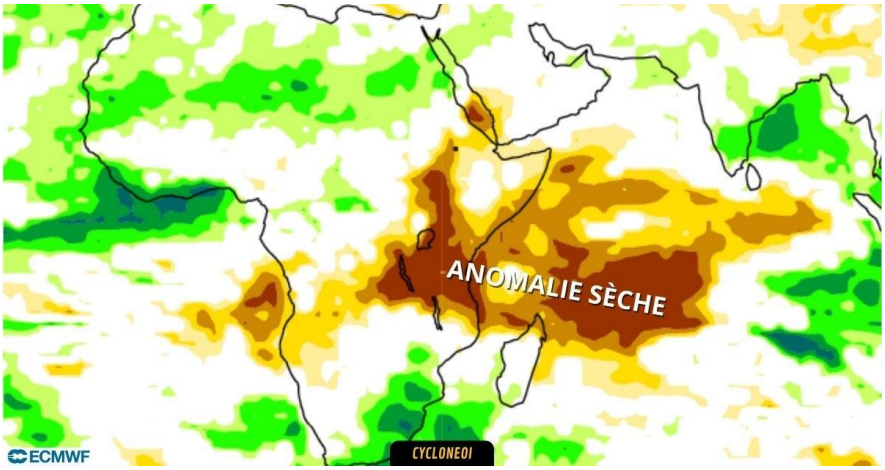
DR : *Nous venons de débuter une approche commune à travers la présente conférence. Elle démarre par des échanges scientifiques. L'IEP est un haut lieu d'enseignement et de recherche scientifique. Le GID est un milieu scientifique dont la zone de couverture concerne Madagascar et l'océan Indien.*

LV : Qu'en est-il alors de la perspective d'avenir ?

DR : *Elle se focalisera sur les étudiants quant à la conscientisation et à l'approche de résolution des problèmes. Ce sera un grand atout. Lorsque les étudiants s'approprieront des méthodes scientifiques requises, ils embarqueront dans les approches scientifiques pour la résolution des problèmes.*

Propos recueillis par M.R.

Persistance d'une anomalie sèche marquée sur le Sud-ouest océan indien



Une grande partie du Sud-ouest océan indien serait concernée par la persistance de conditions plus sèches que la normale en fin d'année 2022 et début d'année 2023. C'est dans ce contexte que les contours du changement climatique à horizon 2100 ont été publiés par Météo-France océan indien. Les perspectives climatiques futures sont plutôt pessimistes.

Conditions plus sèches que la normale

Le centre de prévision européen a mis à jour ces tendances en termes de précipitations pour le trimestre Novembre Décembre Janvier. Il en ressort la persistance d'une anomalie sèche (moins de pluie que la normale) sur une grande partie du bassin Sud-ouest océan indien.

Sec au Nord humide au Sud

Le signal est marqué pour la Tanzanie, le nord du Mozambique, du Malawi, de la Zambie, sur le Nord du Canal du Mozambique, la pointe Nord de Madagascar et pour les Seychelles.

En revanche, une anomalie positive (plus de pluie que la normale) très marquée concerne l'Afrique du Sud et le Sud du Mozambique. Le signal s'étend également jusqu'au Sud de Madagascar, mais avec une anomalie humide moindre.

Ces prévisions confirment le scénario envisagé le mois dernier par le SWIOCOF-11. Les experts climatiques de la zone, qui se réunissent tous les ans au mois de septembre, ont annoncé un fin d'année plus sèche que la normale et du retard à l'allumage de la saison des pluies sur une majeure partie du Sud-ouest océan indien.

Quel serait l'impact du changement climatique pour la Réunion ?

Les perspectives à horizon 2100 ne sont pas des plus réjouissantes pour La Réunion. Selon les résultats du projet BRIO (Building Resilience in the Indian Ocean), animé par Météo-France océan indien, le scénario retenu est une augmentation des températures (+2° scénario moyen, +4° scénario

pessimiste), une alternance de sécheresses plus longues et plus fortes, avec des épisodes pluvieux plus intenses.
Le nombre de jours de pluies intenses en saison chaude serait en hausse. Toutefois, une baisse des précipitations est suggérée durant le second semestre de l'année, avec des démarrages plus tardifs de la saison des pluies.

Quel serait l'impact du changement climatique sur les cyclones du Sud-ouest océan indien ?

Le projet BRIO s'est également penché sur le futur de l'activité cyclonique pour le Sud-ouest océan indien. Il en ressort une légère diminution du nombre de systèmes. Cependant, la proportion de cyclone intense serait plus grande. De plus, une hausse de l'activité pluvieuse associée aux cyclones est également envisagée.
D'autre part, la migration de la bande d'intensité maximale potentielle des cyclones vers le Sud se confirme. Ainsi, cette zone serait potentiellement plus proche des Mascareignes à l'avenir.
Enfin, la combinaison cyclone plus intense et montée du niveau de l'océan en lien avec le réchauffement climatique, renforcerait l'impact du phénomène d'érosion et de submersion marine.
En résumé, on ne peut pas dire que les perspectives à horizon 2100 telles qu'elles sont présentées par les résultats du projet BRIO soient optimistes.

Operation Marlin marks an Atalanta first



Seychelles patrol vessel PS Etoile (P607).

The European Union (EU) naval task force off East Africa – EU NavFor Atalanta – notched up a first in combined operations recently when it worked with the Regional Maritime Information Fusion Centre (RMIFC/Madagascar) and the Regional Co-ordination Operations Centre (RCOC/Seychelles).

The operation – named Marlin – was aimed at strengthening maritime security in the Western Indian Ocean through sustainable collaboration between states in the region and international partners. It contributed to implementation of a co-operation agreement between EU NavFor Operation Atalanta and the regional centres in December 2021, as part of developing the Western Indian Ocean maritime security architecture implemented by the Indian Ocean Commission (IOC) through the EU-funded Regional Maritime Security Programme (MASE).

Operation Marlin focused on combating drug trafficking and illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing. It was executed in the Seychelles Exclusive Economic Zone (EEZ). The operation involved deployment of naval air assets, including Atalanta flagship ESPS Numancia (F83), with an AB212 helicopter and a Scan Eagle UAV (unmanned aerial vehicle), the Seychelles Coast Guard patrol boat PS Etoile (P607) and a Seychelles Air Force Dornier 228 maritime patrol aircraft (MPA).

The joint operation made possible the detection and monitoring of more than 20 vessels in an area of about 150,000 km² thanks to information from the air assets. It remains an important step forward in structuring and

strengthening technical and operational co-operation to reach optimum inter-operability a statement said.

According to the Indian Ocean Commission, it enabled the seven signatory states of the MASE agreement (Comoros, Djibouti, France, in the form of Reunion, Kenya, Madagascar, Mauritius and Seychelles) to benefit from the professional expertise of the European naval force and share best practices through their liaison officers in the two regional centres.
This new operation demonstrated new challenges associated with maritime operations. In addition to surveillance and sea control, this type of operation is a way to test, improve and reinforce the technical and human capabilities of the regional maritime security architecture to better respond to security challenges in the Western Indian Ocean in collaboration with countries and partners in the region in the long term.

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Assises du développement durable dans l'océan Indien : Une pré-session thématique réussie sur les quatre prévues

Les premières assises du développement durable dans l'océan Indien auront lieu les 4 et 5 novembre prochains à Antananarivo.



La première session a été organisée à Ivandry, Antananarivo.

Rappeler, de façon pédagogique, les thématiques retenues pour la première édition des assises du développement durable dans l'océan indien (ADD-OI). C'est dans cet esprit qu'a été organisée hier la première session thématique rentrant dans le cadre de cet événement d'envergure régional qui engage huit îles qui sont Madagascar, Mayotte, les Comores, Maurice, les Seychelles, la Réunion, les Maldives et le Zanzibar. La session d'hier ouvre donc le bal aux quatre autres prévues se dérouler durant ce mois d'octobre. Elle a permis de « donner une présentation globale du projet et des objectifs ADD-OI dans la lutte contre le réchauffement climatique à travers des projets business concrets ». Mais aussi pour l'ensemble des parties prenantes (secteur privé et public, banques, fonds d'investissement, partenaires techniques et financiers, experts, société civile, médias) d'exprimer leur engagement aux ADD-OI. Il conviendrait de noter que lesdites assises sont portées par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), l'agence malgache de conseil en développement durable TF261 avec le soutien du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM). Elles sont mises en œuvre dans le cadre de la présidence de la COI (Commission de l'Océan Indien) par Madagascar et en réponse à l'engagement pris par les 8 îles de lutter activement contre le réchauffement climatique.

Opportunité

L’accueil de la première édition des assises du développement durable de l’océan indien (ADD-OI) du secteur privé s’annonce comme un défi majeur empreint de nombreuses opportunités pour la Gande île. Ce, dans la mesure où « l’objectif est de capter un maximum d’investissements autour des projets structurants et transformatifs » pour le pays. Pour ce faire, 30 projets, soit 10 par thématiques (économie bleue, la stratégie commune de compensation carbone, 1 an après Glasgow : le réchauffement climatique) seront montés et seront mis à la sélection des acteurs économiques majeurs, institutionnels clés ainsi que des experts. Le tout, afin de concrétiser leur engagement conjoint vers l’atteinte des objectifs du développement durable à l’horizon 2030.
José Belalahy

Prix Indianocéanie Jeunesse : appel à écritures



Pourquoi un Prix Indianocéanie de la Jeunesse ?

Pour cette quatrième édition du prix Indianocéanie, le Conseil départemental de La Réunion et la Commission de l'océan Indien ont choisi de **mettre à l'honneur la jeunesse de l'Indianocéanie**.
En effet, l'appel à écritures **lancé le 30 juin 2022** est ouvert à **des groupes de jeunes âgés entre 12 ans et 15 ans** encadrés par un référent ou un enseignant.
En ciblant directement les jeunes, les organisateurs du prix Indianocéanie souhaitent :

- valoriser le talent créatif des jeunes et susciter leur imaginaire autour du thème « terre, mer, ciel, feu »;
- promouvoir auprès des jeunes un sentiment d'appartenance à la région;
- proposer un projet pédagogique d'écriture en français, langue commune des Etats membres de la COI;
- encourager la création littéraire et la lecture.

Les jeunes de nos îles sont des ambassadeurs de la singularité de notre région « où les différences ne contrecarrent point les convergences » comme l'écrivait le critique et poète mauricien Camille de Rauville.
L'appel à écritures est **ouvert jusqu'au 15 mars 2023**. Les groupes candidats sont invités à produire un conte ou une nouvelle qui sera évalué par un jury indépendant.
L'appel à écritures est ouvert du **30 juin au 15 mars 2023**.*
Comme la précédente édition, le prix Indianocéanie de la jeunesse est **100% numérique**.
Ce qu'il faut retenir…
L'appel à écritures est ouvert du 30 juin au 15 mars 2023*.
**Date initiale le 15 octobre 2022. Mise à jour effectuée le 07/10/2022.*

Il s'agit d'une édition **100% numérique** : dépôt des manuscrits en ligne. Pas d'envois postaux ou de remise en mains propres.
Il est ouvert aux **résidents des îles de l'Indianocéanie** : les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice, et les Seychelles, **âgés de plus de 18 ans** au moment du dépôt de leur manuscrit.
Les membres du jury, nommés par les États membres de la COI, sont chargés de désigner le groupe lauréat du Prix Indianocéanie de la Jeunesse ainsi que de primer un groupe dans chacun des autres territoires.
Le groupe lauréat sera récompensé d'un **voyage à Paris ou à La Réunion** sur le thème de l'écriture et de livres. Le manuscrit lauréat sera publié numériquement sur le site de la COI aux côtés de quatre autres textes primés par le jury dans chacun des autres Etats membres de la COI.
Infos pratiques :
Toutes les informations pratiques et les documents de participation à l'appel à écritures sont à retrouver sur le site de la Commission de l'océan Indien à l'adresse suivante :
Le règlement de l'appel à l'écriture, La fiche de participation et La fiche d'autorisation parentale **sont en téléchargement.**

Appel à résidences "Patrimoines iconographiques de l'océan Indien"



Le Département de La Réunion, par le biais de son service culturel numérique l'Iconothèque historique de l'océan Indien (IHOI) lance un dispositif novateur en proposant des résidences d'artistes internationales consacrées aux « *Patrimoines iconographiques de l'océan Indien* », grâce aux fonds structurels européens du FEDER INTERREG V et au réseau d'iconographes de l'océan Indien.

Les résidences, traits d'union entre « création » et « patrimoine iconographique »

Ces résidences affirment la volonté du Département - IHOI de soutenir la création artistique émergente de l'océan Indien tout en lui offrant des conditions particulières d'expression, de formation et de recherche. Elles mettent à l'honneur les institutions patrimoniales indiaocéaniques et leurs fonds, lesquels constituent un patrimoine original et fragile.

Un artiste, un corpus d'images, un territoire, un mois

Du 10 octobre au 10 novembre 2022, l'Iconothèque historique de l'océan Indien recevra l'ensemble des candidatures par mail à l'adresse : ihoi@cg974.fr. Seuls six artistes de La Réunion, Madagascar, Maurice, Mayotte, des Seychelles et du Mozambique se verront concéder une bourse de création afin de mettre en lumière les collections disponibles sur le site de l'Iconothèque historique de l'océan Indien autour de deux disciplines, les arts visuels et l'écriture.
Un jury composé de membres des institutions partenaires du projet se réunira mi-novembre afin de sélectionner les artistes s'inscrivant le mieux dans cette démarche créative, culturelle et patrimoniale.

Le temps de création durera un mois, entre le mois de décembre 2022 et celui d'avril 2023. Les œuvres réalisées par les artistes résidents feront l'objet d'une exposition virtuelle, laquelle mettra en lumière le processus de création et valorisera la démarche artistique dans sa globalité.
L'ensemble des modalités de l'appel à résidences sont disponibles sur : https://bit.ly/3fKip4o

Les partenaires du projet de collaboration artistique et culturelle

Cette initiative artistique est le fruit d'un partenariat entre le Département de La Réunion, la Bibliothèque nationale de Madagascar, le Blue Penny Museum, le Centre Culturel Franco-Mozambicain, les Archives historiques du Mozambique, les Archives départementales de Mayotte et les Seychelles National Archives .
Ces résidences d'artistes s'inscrivent dans le cadre du projet collaboratif d'*Appropriation du patrimoine iconographique de l'océan Indien par les populations*, porté par l'Iconothèque historique de l'océan Indien (Département de La Réunion), cofinancé par l'Union européenne (FEDER – INTERREG V OI) et soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI).

Plus d'information :

- https://www.lequotidien.re/actualites/ocean-indien/residence-dartistes-un-appel-a-projet-autour-des-patrimoines-iconographiques-de-locean-indien/
- https://www.agencemalagasydepresse.com/culture/patrimoines-iconographiques-de-locean-indien-lancement-des-residences-dartistes/

Adaptation climatique : Renforcement de collaboration préconisé par les experts de la BAD



Contrairement aux situations dans d'autres pays, la croissance verte est un concept encore très peu connu à Madagascar.

La Banque africaine de développement (BAD) a organisé une session intitulée « Dialogue sur l'adaptation : mettre en œuvre la vision », pour faire appel au renforcement de collaboration sur l'adaptation à travers l'Afrique, à l'approche de la COP27.

En amont de la Conférence 2022 des Nations unies sur les changements climatiques, (COP27), qui se tiendra en Égypte au mois de novembre, la BAD et le Centre mondial pour l'adaptation ont participé à une série d'événements dans le cadre de la Semaine africaine du climat, afin d'obtenir un consensus entre pays africains et parties prenantes. Qualifiée de COP de l'Afrique, la COP27 va façonner l'avenir de manière significative. Mais, pour obtenir des résultats en matière d'adaptation, il est nécessaire de mettre en place, dès à présent, un programme d'adaptation qui soit transformateur. Intitulée *« Dialogue sur l'adaptation : mettre en œuvre la vision »*, la session a été l'occasion d'appeler à renforcer la collaboration sur l'adaptation à travers l'Afrique. Les intervenants ont souligné les progrès enregistrés jusqu'ici par le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique (AAAP) – notamment combien il contribue à réduire les écarts en matière d'adaptation et à accélérer le déploiement de l'Initiative pour l'adaptation en Afrique (IAA). L'IAA est une mesure audacieuse et novatrice prise par l'Afrique pour mobiliser le soutien nécessaire pour intensifier l'adaptation sur le continent. **Suite de l'article**

PÊCHE – Des initiatives pour valoriser l'aquaculture durable



Madagascar mise sur ses rizières pour booster l'aquaculture durable.

La Grande île compte sur différents partenaires, dont le gouvernement allemand, pour faire un saut quantitatif et qualitatif dans le domaine de l'aquaculture durable.

Les Journées nationales de l'aquaculture qui se sont déroulées durant la semaine écoulée à Toamasina sous le thème «Aquaculture, pilier de l'économie bleue et de la sécurité alimentaire», ont été une nouvelle occasion de mesurer les progrès à effectuer par Madagascar dans le domaine de l'aquaculture durable. Aujourd'hui, seulement 20 % des surfaces rizicoles se prêtant à l'aquaculture sont utilisées à cette fin. Et les possibilités d'exploitation de l'aquaculture en étang se comptent en milliers d' hectares. Le but est alors de multiplier par deux la production dans les cinq prochaines années.

Pour rappel, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour le Développement de l'Aquaculture à Madagascar, la Direction de l'Aquaculture, en collaboration avec le Projet d'Aquaculture Durable à Madagascar (PADM), a lancé en octobre 2021 l'élaboration d'un plan national pour développer l'aquaculture durable en eau continentale. Une initiative qui bénéficie du concours des bureaux d'études Cofad et Mamia Consulting.
Lors de la réunion de démarrage du projet, une opération de collecte des données a été programmée à travers des ateliers interrégionaux avec tous les acteurs du secteur aquacole. Et le 19 août dernier a eu lieu la remise officielle du Plan de Développement de l'Aquaculture Continentale à Madagascar (PDACM). Ce dernier, selon le ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue, a pu voir le jour grâce à l'appui de la Deutsche Gesellschaftfür Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH du ministère de la Coopération Economique et du Développement Allemand.

Notons que Madagascar arrime son plan au programme mondial appelé «Pêche et Aquaculture Durables». Doté d'un financement de 8,73 millions d'euros, il vise à améliorer la disponibilité des produits aquacoles, l'amélioration des revenus et l'emploi et les conditions cadres du secteur aquacole. «Nous travaillons entre autres, dans le renforcement de capacité en technique aquacole, l'appui au cadre stratégique et juridique de la filière et la promotion du genre», a indiqué l'un des responsables du programme à Madagascar qui note que le pays marque l'année internationale de la pêche artisanale et de l'aquaculture dont le lancement a été effectué en juillet dernier.

Suite de l'article

Education : La pandémie a ouvert de nouveaux centres de priorité



A cause de la pandémie de Covid-19, 147 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié des heures de cours en classe pendant ces deux dernières années. La vice-Première ministre et ministre de l'Education, Leela Devi Dookun-Luchoomun, est revenue sur ces données de l'UNICEF lors de l'inauguration de la Conférence triennale sur l'éducation de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) à l'hôtel Le Méridien, à Pointe-aux-Piments hier, le 20 octobre. Malgré ces inconvénients, la pandémie a également ouvert de nouvelles possibilités et de nouveaux centres de priorité pour les systèmes d'éducation à un niveau mondial, tels que le développement de compétences numériques, et a par ailleurs encouragé l'innovation.

« La Covid-19 nous a enseigné beaucoup de choses, notamment le fait que nous, les décideurs politiques, avons la responsabilité de donner aux enseignants les moyens de se transformer et de devenir des agents du progrès. Ce qui implique d'investir énormément dans le domaine du renforcement de leurs capacités… Il est tout aussi important de passer du simple développement professionnel à un apprentissage professionnel intensif », a déclaré Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Importations : Hausse de 5,3 % en août 2022 par rapport à juillet 2022



La balance commerciale visible affiche un déficit de Rs 16 858 millions en août 2022, supérieur de 11,2 % par rapport à juillet 2022 et de 61,8 % par rapport au mois correspondant de 2021. En août 2022, les importations totales ont augmenté de 5,3 % par rapport à juillet 2022 et de 45,6 % par rapport à août 2021. En août 2022, les exportations totales ont diminué de 4,5 % par rapport à juillet 2022 et augmenté de 21,9 % par rapport à août 2021.

En août 2022, Afrique du Sud (15,3 %), Madagascar (12,2 %), États-Unis (8,5 %), Royaume-Uni (7,8 %), France (7,6 %) et l'Espagne (5,7 %) étaient les principales destinations d'exportations tandis que les importations provenaient principalement de la Chine (15,5 %), des Emirats Arabes Unis (10,1 %), de l'Inde (9 %), d'Oman (7,8 %), de France (5,1 %) et d'Afrique du Sud (5,1 %).

Fitch Ratings upgrades Seychelles to BB- with stable outlook



Fitch Ratings has upgraded Seychelles' credit ratings to 'BB-' with a stable outlook, reflecting the island nation's declining debt and its remaining on track to reduce debt/GDP to around 56 percent by end of 2024.
The new upgrade by Fitch Ratings was issued on Friday, October 21.

In a press release from the Ministry of Finance, National Planning and Trade on Sunday, Minister Naadir Hassan welcomed the upgrade, saying that for the past two years, the government has had its hand full, to get the country's economic and financial situation back on track.

"The road to this recovery, where Seychelles, a small island state, has been a beacon on the world stage has been one full of difficult but responsible fiscal and monetary decisions and actions. The situation we inherited in 2020 was bad, as I have been saying all along, it took courage, braveness and hard work, to have been able to achieve this impressive recovery," he said.

Also rated high on the Fitch Ratings aside from the declining debt is an "Improving External Balance Sheet: Seychelles has reached staff-level agreement on the third review of its $104.6 million **Extended Fund Facility** (EFF) of the IMF."

The reserve accumulation was rated medium, aided by a shrinking current account deficit (CAD), which Fitch forecasts at 6.6 percent of GDP in 2022 and on average 3.7 percent in 2023-2024.
Hassan said that the strong and impressive economic recovery can only be sustained when responsible decisions and actions are taken.
"As a government, we cannot at any cost, take decisions and actions which will plunge our country into economic chaos and amass huge debts. Our decisions, though tough, have always been for the betterment of Seychelles. Our focus on this economic recovery is to ensure sustainability, in order to guarantee we can as a country build buffers in case of any shocks, which may impact on our country," he added. **Suite de l'article**

FORUM ÉCONOMIQUE DES ÎLES DE L'OCÉAN INDIEN

FAIRE FRONT COMMUN POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'INDIANOCÉANIE

LE 13E FEIOI S'INSCRIT COMME UN PIVOT POUR LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET LA COLLABORATION INSTITUTIONNELLE RÉGIONALE. CELA, AFIN DE GARANTIR LA DURABILITÉ DES SECTEURS CLÉS, ET COMMUNS, AUX TERRITOIRES DU SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN.

Joanna SEENAYEN



JOSÉPHINE ANDRIAMAMONJIARISON, PRÉSIDENTE DE CAP BUSINESS OCÉAN INDIEN

LE Forum Économique des îles de l'océan Indien (FEIOI) se pose depuis 13 éditions comme une plateforme pour favoriser les échanges de biens et de services, la coopération économique dans des secteurs clés ou encore la création d'opportunités de business et de rencontres. Malgré des regroupements et des collaborations entre les acteurs des secteurs publics et privés – l'Association des Iles Vanille, l'Association des Ports des Iles de l'Océan Indien (APIOI) ou encore Cap Business Océan Indien – la pandémie est venue rappeler les écueils techniques, institutionnels, pragmatiques, réglementaires et politiques pour s'appuyer sur l'indianocéanie pour s'approvisionner, pour le mouvement de biens et des personnes, pour la création de nouveaux secteurs économiques intégrés, inclusifs et durables, à l'instar de l'économie bleue.

Les discussions autour des enjeux dans le commerce régional, la connectivité maritime, la souveraineté alimentaire et le tourisme régional, ou encore les trajectoires vers une économie circulaire ou bas carbone démontrent qu'il y a encore beaucoup à faire pour faire dialoguer nos territoires et vivre pleinement de cet idéal d'une indianocéanie prospère et inclusive.

«Le premier facteur à souligner en matière de retombées de ce forum sur la consolidation de l'intégration régionale est la forte délégation du secteur privé des différentes îles : Madagascar, Seychelles, La Réunion, Comores et Mayotte. La Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) travaille étroitement avec le secteur privé de ces îles. Les secteurs privés des îles de la région réalisent qu'ils sont condamnés à travailler ensemble dans les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la sécurité hydrique à l'échelle régionale», explique Yousouf Ismaël, Secrétaire Général de la MCCI. Il ajoute qu'au niveau de l'océan Indien, nous disposons de matières premières alors que malheureusement, nous avons tendance à aller chercher très loin. Sur le plan maritime, l'océan Indien demeure, d'un point de vue historique et stratégique, l'un des plus denses en matière de trafic maritime.

«Le forum a démontré qu'il y a un engouement à travailler ensemble. Il y a également un travail à faire en termes de Business Intelligence pour savoir, par exemple, les matières premières à disposition dans la région et comment on peut les travailler. On sait aussi qu'il y a pas mal de sources de financement sur lesquelles on peut s'appuyer. Ensuite, les îles réalisent que Maurice est une plateforme essentielle pour le développement de toutes les îles de la région. Compte tenu des accords de libre-échange avec l'Afrique, l'Inde et la Chine, les îles de l'océan Indien vont en bénéficier énormément s'ils s'associent à Maurice et prennent avantage de ces accords pour faire grandir leurs entreprises, et ainsi accéder à ces grands marchés à des tarifs réduits ou sans quota sur certains produits», souligne Yousouf Ismaël.


YOUSOUF ISMAEL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MCCI

CONNECTIVITÉ MARITIME

Étant des pays insulaires, les îles sont conscientes du risque du changement climatique. D'ailleurs, cela a été un thème extrêmement important discuté lors du forum. Thomas Sberna, coordinateur régional - Résilience des côtes et des océans à l'International Union for Conservation of Nature (IUCN), rappelle qu'on ne peut régler la problématique du changement climatique sans trouver des solutions à la crise de la biodiversité, et la crise économique qu'a exacerbée le conflit russo-ukrainien. Étant interconnectées, les solutions se trouvent dans un développement économique intégré et inclusif à l'échelle de la région. Pour ce faire, un changement de paradigme est inéluctable et un investissement sans précédent dans des modèles économiques vertueux est nécessaire.

APPORTER DES SOLUTIONS CONCRÈTES AUX ENJEUX BLOQUANT UNE COOPÉRATION RÉGIONALE PLUS SIGNIFICATIVE

Thomas Sberna appelle donc les acteurs économiques à sortir de leur zone de confort, à réinventer leur système productif et à tabler sur des modèles d'activités qui soient régénératifs pour nos océans et aussi nos activités côtières. Cela compte tenu des 5,5 millions de km² de zones économiques exclusives des îles de la région, sources d'opportunités pour exploiter des filières économiques porteuses et consolider les filières traditionnelles comme la pêche. L'économie bleue étant l'avenir du continent africain et du monde de *build back better* après la pandémie de la Covid-19. D'ici 2030 et 2050, il faudra respectivement un investissement de 15 milliards d'USD et de 150 milliards d'USD dans l'océan pour adopter des modèles vertueux d'économie bleue.

ACCENT SUR LA FORMATION

Quels sont les besoins en compétences dans la région, et comment assurer la formation et la mobilité professionnelle entre les îles pour permettre de contrecarrer le chômage tout en permettant aux entreprises de continuer à grandir, a été à l'agenda des discussions du FEIOI. *«Une des thématiques sur lesquelles on a mis l'accent est comment faire bénéficier de la formation en alternance dans les territoires où il y a un taux de chômage élevé. C'est pourquoi la MCCI a pris un peu d'avance sur le sujet en signant un accord avec la Chambre des Métiers et d'Artisanat de la Réunion afin de former les gens. Ainsi, une formation pour développer des compétences en électrique a été lancée»*, souligne Yousouf Ismaël.

S'APPUYER SUR LA RICHESSE DE LA RÉGION

Avec une pandémie telle que la Covid-19 qui a posé un énorme risque de famines, de ruptures de stocks dans les chaînes alimentaires mondiales, la richesse de la région, mise en avant par le FEIOI, a la capacité de nous faire avancer beaucoup plus vite sur des solutions pragmatiques. Ahmed Chamsoudine, président de l'Union des Chambres de Commerce et de l'Industrie des Comores, est catégorique. *«Nous pensons que ce forum a aussi la particularité d'avoir comme socle une institution comme Cap Business Océan Indien qui devient le pivot qui réunit les îles de l'océan Indien, et ces Chambres de Commerce et d'industrie. Nous avons la COI qui est bientôt vieille de 40 ans. On ne peut que se réjouir du fait que Cap Business Océan Indien a pris les devants pour définir de nouvelles stratégies pour fortifier la coopération économique régionale. Nous avons de la richesse dans certains pays, comme Madagascar que nous pensons peut être le grenier de l'océan Indien, de par sa taille et la superficie de ses terres. Maintenant, il faut une solidarité et un engagement des États à mettre en place un cadre mutuellement bénéfique pour tous les territoires afin de s'appuyer sur nos forces et combiner nos atouts pour le développement des îles de la région»*, commente Ahmed Chamsoudine. Joséphine Andriamamonjiarison, présidente de Cap Business Océan Indien, ajoute que compte tenu des défis déclenchés par la Covid-19 et la crise ukrainienne, les îles sont plus exigeantes envers elles-mêmes pour les relever. *«On est beaucoup plus investi de la mission qui est de faciliter et de promouvoir les échanges au niveau régional. On sait que nos entreprises attendent du concret. Les demandes et attentes concrètes des entreprises ont déjà été partagées lors des différents panels. Ils feront l'objet des différentes résolutions de Cap Business Océan Indien, et après on va répartir au niveau du bureau de Cap Business ces thématiques entre les élus (membres exécutifs). Chacun se verra confier la mission de porter ces sujets jusqu'au prochain forum. La participation des élus se traduira par un rôle de facilitateur sur des problématiques liées à ces thématiques.»



AHMED CHAMSOUDINE, PRÉSIDENT DE L'UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DES COMORES

Yousouf Ismaël précise, pour sa part, que l'une des solutions que ce forum est venu porter au problème de connectivité régionale, ce sont des navires qui feront le trajet Maurice-Seychelles et l'Inde, et le trajet Afrique de l'Est en passant par Madagascar. Cela pour répondre à l'enjeu de la connectivité maritime. «*Mais il s'agit en quelque sorte d'une proposition compte tenu de la problématique du 'chicken and egg'. Là où ces navires vont opérer, on demande au secteur privé de travailler avec ces navires pour qu'ils puissent avoir la capacité de continuer à faire du cabotage dans la région. D'autres pays sont également invités à se connecter pour assurer la pérennité de cette initiative.*»

S'agissant des enjeux de la connectivité maritime, Raj Mohabeer, Chargé de mission Économie, Infrastructure et Sécurité maritime à la Commission de l'océan Indien (COI), rappelle que les problématiques liées au rehaussement de la qualité et de la fréquence de la connectivité maritime régionale datent de 1989, soit à la mise sur pied de l'ex-Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien renommée depuis Cap Business Océan Indien. Il précise que des solutions concrètes ne seront pas trouvées à ces problématiques s'il n'y a pas un dialogue public-privé pragmatique et efficace sur les problématiques identifiées par chaque territoire par rapport à la connectivité maritime régionale.

Par ailleurs, en raison des multiples chocs subis par l'indianocéanie, le 13e FEIOI s'est inscrit comme une plateforme critique pour faire avancer le dossier d'un développement durable, inclusif et intégré. Comme le ressortir Valérie Lauret, directrice exécutive de Cap Business Océan Indien, le fil conducteur du programme a été la feuille de route 2021-2026 de Cap Business Océan Indien, publiée en novembre 2021 dans un contexte de relance post-Covid-19.

«*Les défis que nous avions identifiés n'ont fait qu'être accentués par le conflit russo-ukrainien, la crise de l'énergie, l'inflation et les prévisions d'une récession mondiale*», fait ressortir Valérie Lauret. Il est donc primordial que les économies insulaires du sud-ouest de l'océan Indien s'engagent dans une transition vers des modèles qui les rendent plus résilientes, plus durables et plus justes. «*Les discussions seront synthétisées dans un rapport. L'objectif sera d'affiner notre compréhension des grands enjeux et d'identifier des recommandations concrètes faites lors des ateliers et tables rondes. Celles-ci seront ensuite reprises dans les plans d'action sectoriels de Cap Business Océan Indien jusqu'en 2026. Les prochaines éditions seront une occasion de voir le progrès réalisé sur ces dossiers et d'évaluer l'efficacité de nos actions.*»

Cap Business Océan Indien lancera d'ailleurs une étude dans les mois à venir pour évaluer les risques, vulnérabilités et attentes de la région en tenant compte des dynamiques sociales, économiques et environnementales. Les experts qui l'effectueront auront pour tâche de faire un état des lieux des échanges de biens et services entre les territoires de la région. Cette base de connaissances sera un précieux outil d'aide à la décision et à la prévision pour l'ensemble du secteur privé régional, mais aussi pour les acteurs de la coopération économique régionale, dont les décideurs publics. Virginie Lauret précise que cette étude permettra surtout d'identifier des pistes de relance au niveau régional.

PROMOUVOIR L'INDIANOCÉANIE

Depuis la création de la Commission de l'Océan Indien (COI), soit 40 ans cette année, l'intégration régionale est à l'agenda des gouvernements des îles du sud-ouest de l'océan Indien. Pourtant, malgré cet océan en commun, ce schéma de peuplements presque similaire, sans compter ces liens culturels et historiques, les Petits États Insulaires en développement (PEID) butent toujours sur la construction de cette idée de l'indianocéanie. Officiellement nommée comme telle depuis 2013 lors d'un colloque de la COI, la zone occidentale de l'océan Indien a été positionnée lors du même évènement comme le «socle et tremplin de notre devenir». En effet, compte tenu de leurs actifs naturels (maritimes et terrestres), de la similitude ou presque de leurs trajectoires économiques ou sociétaux, des vulnérabilités de leurs territoires et des enjeux de développement, un modèle durable suppose une meilleure intégration de l'indianocéanie et une coopération économique plus soutenue. Malgré de nombreuses initiatives pour booster ce projet de longue haleine, l'intégration régionale dans l'indianocéanie demeure faible du fait qu'elle n'est pas quantifiée. D'un autre côté, les outils et dispositifs pour mettre en marche les initiatives de collaboration ou accélérer ces initiatives demeurent problématiques.

Energie renouvelable I Un projet de texte législatif attendu dans trois jours



Ce document de 108 articles prévoit la mise en place d'une agence de régulation et la fixation des procédures de délivrance des autorisations pour la production des énergies. Le ministre de l'Energie, Ali Ibouroi, préfère, par ailleurs, souligner que la loi portant code des énergies renouvelables marque un tournant dans la transition énergétique du pays et se veut le texte de la réconciliation des différentes sources d'énergies. Il fait savoir que l'ambition du projet de loi, à analyser pendant ces trois jours, est celle d'allier transition et sécurité énergétiques.

Des travaux de trois jours ont été lancés hier, lundi 24 octobre dans un hôtel de la place en vue de valider le projet de code des énergies renouvelables. Plusieurs acteurs du ministère de l'Energie analysent et commentent ce document avec lequel les partenaires trouvent comme «exemple concret de la mise en œuvre d'une transition énergétique réussie». Ce document de 108 articles prévoit la mise en place d'une agence de régulation et la fixation des procédures de délivrance des autorisations pour la production des énergies.
Le représentant résident du Pnud, Snehal Vasantlal Soneji, s'est tout d'abord référé à la citation de Ban Ki-moon selon lequel le développement n'est pas possible sans énergie, et le développement durable n'est pas possible sans une énergie durable. Selon lui, le Pnud appuie le gouvernement, à travers le projet de «développement de la géothermie», dans l'élaboration d'instruments politiques, réglementaires, législatifs et financiers. **Suite de l'article**

2021 : Les maladies cardiaques et le diabète étaient les deux premières principales causes sous-jacentes de mortalité



Les maladies cardiaques et le diabète étaient les deux premières principales causes sous-jacentes de mortalité en 2021, avec respectivement 2 772 (21,3 %) et 2 593 (20,0 %) décès. Le cancer et autres néoplasmes, tous sièges confondus, occupaient la troisième position avec 1 376 (10,6 %) décès. Ces chiffres ont été publiés dans le Health Statistics Report 2021.

Les décès dus aux maladies cérébro-vasculaires qui s'élevaient à 1 041 (8,0 %) étaient en quatrième position, suivie de la Covid-19 avec 785 décès (6,4 %) et des maladies hypertensives avec 629 décès (4,8 %).

Développement agricole : Lancement de PRADA II après le succès de la première phase

Le Projet d'adaptation des chaînes de valeurs agricoles au changement climatique facilite (PRADA) facilite le processus de développement de filières d'activités agricoles concernées en renforçant la responsabilité individuelle des acteurs, selon la GIZ.

Arachide, gingembre, miel, oignon, pêche maritime, café, girofle, poivre et vanille. Telles sont les chaînes de valeurs soutenues par le PRADA dans les régions Androy, Anosy et Atsimo Atsinanana. Le vendredi 21 octobre dernier, les initiateurs du projet ont présenté les résultats de PRADA I, lors d'un atelier organisé au Carlton Anosy. L'événement a également été marqué par le lancement de PRADA II, qui fait suite aux succès enregistrés durant la première phase. *« L'agriculture malgache est caractérisée par une prédominance des petites exploitations. Le monde rural est peu organisé et les relations d'affaires sont souvent informelles. Producteurs, pêcheurs et transformateurs ne pratiquent pas les techniques traditionnelles de production et de transformation. Il n'y a pas de services d'appui technique qui leur sont offerts et l'accès aux moyens de production et d'investissement est limité. Globalement, la productivité du secteur agricole restait faible. C'est pour répondre aux défis inhérents à ces chaînes de valeurs que la Coopération Allemande (GIZ) a été mandatée, depuis 2017, par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) allemand, pour mettre en œuvre le PRADA »*, ont indiqué les responsables du projet, durant l'atelier.

Climat

Dans son approche, le projet intègre de manière systématique l'adaptation au changement climatique dans la promotion des chaînes de valeur dans lesquelles il intervient. Selon les explications, le PRADA facilite le processus de développement des chaînes de valeurs concernées, en renforçant la responsabilité individuelle des acteurs. À noter que le PRADA est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre de son programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières inclusives dans le Sud de Madagascar (AFAFI Sud). La première phase du projet prend fin en ce mois d'octobre 2022.